

**RAPPORT DU  
COMMISSAIRE AUX  
COMPTES**

***Chambre des Métiers et de  
l'Artisanat – Région Pays  
de la Loire***

***31 décembre 2021***

**CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT – REGION PAYS E LA LOIRE**

**6 BOULEBARD DES PATUREAUX**

**44985 SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE**

**SIREN : 130 020 688**

**SIRET : 130 020 688 00011 - NAF : 9411Z**

**\*;\*;\*;\*;\***

**S O M M A I R E**

**RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS**

**COMPTES ANNUELS**

-----

**CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT – REGION PAYS E LA LOIRE****6 BOULEBARD DES PATUREAUX****44985 SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE****SIREN : 130 020 688****SIRET : 130 020 688 00011 - NAF : 9411Z****\*:\*:\*:\*****RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS****Exercice clos le 31 décembre 2021**

A l'assemblée générale de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat – Région Pays de la Loire,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat – Région Pays de la Loire relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Chambre à la fin de cet exercice.

## Fondement de l'opinion

### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

## Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### *Règles et principes comptables*

La note « Investissements réalisés » à la page 2 de l'annexe expose le traitement comptable et les investissements immobiliés effectué ou restant en cours sur l'exercice 2021.

La note « Taxe frais Chambre de Métiers » à la page 11 de l'annexe expose le traitement comptable appliqué à la répartition du droit additionnel.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre chambre consulaire, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe des comptes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

#### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

#### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Chambre à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Chambre ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Chambre.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer

la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Chambre à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint Avertin, le 10 juin 2022

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

ORCOM AUDIT

JM. LECONTE

Associé

| ACTIF   | EXERCICE          |                       |                      | Exercice précédent net |
|---|-------------------|-----------------------|----------------------|------------------------|
|   | Brut              | Amortissements        | Net                  |                        |
| ACTIF IMMOBILISE  |                   |                       |                      |                        |
| <b>Immobilisations incorporelles</b>                                    |                   |                       |                      |                        |
| Frais d'établissement   |                   |                       |                      |                        |
| Frais de recherche et développement                                     | 2 136,00          |                       | 2 136,00             | 2 136,00               |
| Droit au bail   |                   |                       |                      |                        |
| Autres  | 1 109 271,12      | 917 723,03            | 191 548,09           | 173 537,57             |
| Avances et acomptes   |                   |                       |                      |                        |
| <b>Immobilisations corporelles</b>                                      |                   |                       |                      |                        |
| Terrains  | 2 954 887,98      |                       | 2 954 887,98         | 3 052 929,61           |
| Agencements et aménagements de terrains                                 | 115 318,90        | 115 318,90            | 0,00                 | 0,00                   |
| Constructions   | 67 010 903,26     | 34 744 881,20         | 32 266 022,06        | 24 490 855,40          |
| Constructions sur sol d'autrui  |                   |                       | 0,00                 | 0,00                   |
| Installations techniques, matériel et outillage à caractère pédagogique | 19 677 971,42     | 15 617 792,56         | 4 060 178,86         | 4 129 062,15           |
| Autres  | 10 100 611,73     | 8 170 991,39          | 1 929 620,34         | 2 191 717,64           |
| Immobilisations corporelles en cours                                    | 7 373 178,62      |                       | 7 373 178,62         | 9 216 120,43           |
| Avances et acomptes   |                   |                       | 0,00                 | 0,00                   |
| Dépréciation des immobilisations ( Amortissements pour ordre )          |                   | 4 642 756,98          | -4 642 756,98        | -4 862 991,32          |
|   | <b>Sous-total</b> | <b>108 344 279,03</b> | <b>64 209 464,06</b> | <b>44 134 814,97</b>   |
|   |                   |                       |                      | <b>38 393 367,48</b>   |
| <b>Immobilisations financières</b>                                      |                   |                       |                      |                        |
| Participations et autres formes de participation                        |                   |                       | 118 476,81           | 127 695,37             |
| Prêts   |                   |                       |                      |                        |
| Autres  |                   |                       | 31 163,19            | 36 366,19              |
|   | <b>TOTAL I</b>    |                       | <b>44 284 454,97</b> | <b>38 557 429,04</b>   |

| ACTIF   | Exercice<br>Net      | Exercice<br>précédent net |
|---|----------------------|---------------------------|
| <b>ACTIF CIRCULANT</b>                        |                      |                           |
| <b>Stocks</b>                                 | <b>115 144,97</b>    | <b>115 055,11</b>         |
| <b>Créances</b>                               |                      |                           |
| Fournisseurs débiteurs                        | 190 203,70           | 71 758,04                 |
| Clients et comptes rattachés                  | 16 375 775,33        | 19 748 536,11             |
| Personnels et comptes rattachés               | 2 262,07             | 1 573,36                  |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 0,00                 | 0,00                      |
| Etat et autres collectivités publiques        | 4 209 767,80         | 5 133 582,14              |
| Autres créances                               | 656 714,63           | 168 901,71                |
| <b>Valeurs mobilières de placement</b>        | <b>7 909 543,08</b>  | <b>8 909 543,08</b>       |
| <b>Disponibilités</b>                         |                      |                           |
| Caisse  | 4 498,90             | 5 740,78                  |
| Comptes courants                              | 22 069 219,79        | 11 158 206,16             |
| <b>Régie d'avance et accréditifs</b>          |                      |                           |
| <b>REGULARISATION</b>                         |                      |                           |
| Charges constatées d'avance                   | 533 050,49           | 380 841,53                |
|   | <b>TOTAL II</b>      | <b>52 066 180,76</b>      |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices    |                      | <b>45 693 738,02</b>      |
|   | <b>TOTAL III</b>     |                           |
| Primes de remboursement des obligations       | <b>0,00</b>          | <b>0,00</b>               |
|   | <b>TOTAL IV</b>      |                           |
| <b>TOTAL GENERAL ( I + II + III + IV )</b>    | <b>96 350 635,73</b> | <b>84 251 167,06</b>      |

| PASSIF   | Exercice<br>avant affectation | Exercice précédent<br>avant affectation | Exercice<br>après affectation | Exercice précédent<br>après affectation |
|--|-------------------------------|---|-------------------------------|---|
| <b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>                                    |                               |   |                               |   |
| <b>Apports</b>   |                               |   |                               |   |
| Dotation initiale  | 2 272 729,71                  | 2 272 729,71                            | 849 116,56                    | 2 272 729,71                            |
| Dons et legs en capital  | 803 330,01                    | 803 330,01                              | 2 972,76                      | 803 330,01                              |
| Affectation  |                               |   |                               |   |
| <b>Réserves</b>  |                               |   |                               |   |
| Réserves (part de droit additionnel affectée à un investissement à réaliser) | 8 563 521,40                  | 5 563 521,40                            | 8 563 521,40                  | 5 563 521,40                            |
| Autres réserves ( réserves facultatives )                                    | 1 249 635,73                  | 1 249 635,73                            | 5 605 388,06                  | 1 249 635,73                            |
| Dépréciation de l'actif ( à déduire )  | -787 505,00                   | -787 505,00                             | -787 505,00                   | -787 505,00                             |
| <b>Report à nouveau ( solde créditeur ou débiteur )</b>                      | <b>19 028 123,20</b>          | <b>18 363 500,82</b>                    | <b>21 896 717,42</b>          | <b>19 028 123,20</b>                    |
| <b>Résultat net de l'exercice ( bénéfice ou perte )</b>                      | <b>9 842 836,47</b>           | <b>5 664 998,53</b>                     | <b>4 842 460,32</b>           | <b>5 000 376,15</b>                     |
| <b>Subventions d'investissement</b>  | <b>49 140 676,11</b>          | <b>44 274 489,53</b>                    | <b>49 140 676,11</b>          | <b>44 274 489,53</b>                    |
| Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat ( à déduire )   | -21 739 481,80                | -19 758 996,59                          | -21 739 481,80                | -19 758 996,59                          |
| <b>TOTAL I</b>   | <b>68 373 865,83</b>          | <b>57 645 704,14</b>                    | <b>68 373 865,83</b>          | <b>57 645 704,14</b>                    |

| PASSIF   | Exercice<br>après affectation | Exercice précédent<br>après affectation |
|--|-------------------------------|---|
| <b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>                  |                               |   |
| Provisions pour risques                                    | 1 147 290,39                  | 1 304 631,08                            |
| Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices |                               |   |
|  |                               |   |
|  | <b>1 147 290,39</b>           | <b>1 304 631,08</b>                     |
| <b>DETTES</b>  |                               |   |
| <b>DETTES FINANCIERES</b>                                  |                               |   |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit     | 5 255 297,24                  | 5 821 149,85                            |
| Emprunts et dettes financières divers                      | 24 621,67                     | 24 456,28                               |
| Avances de l'état et autres collectivités publiques        |                               |   |
|  |                               |   |
| <b>DETTES D'EXPLOITATION</b>                               |                               |   |
| Fournisseurs   | 2 474 611,51                  | 1 253 612,24                            |
| Fournisseurs d'immobilisations                             | 509 785,87                    | 990 660,93                              |
| Clients et comptes rattachés                               | 546 706,89                    | 440 068,09                              |
| Personnel et comptes rattachés                             | 1 999 611,52                  | 1 601 082,96                            |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux              | 3 351 659,23                  | 3 047 534,36                            |
| Etat et autres collectivités publiques                     | 8 109 122,21                  | 5 852 472,18                            |
| Autres dettes ( y. c. 47 )                                 | 1 526 739,76                  | 2 818 319,22                            |
|  |                               |   |
| <b>REGULARISATION</b>                                      |                               |   |
| Produits constatés d'avance                                | 3 031 323,61                  | 3 451 475,73                            |
|  |                               |   |
|  | <b>26 829 479,51</b>          | <b>25 300 831,84</b>                    |
| <b>TOTAL GENERAL ( I + II + III )</b>                      | <b>96 350 635,73</b>          | <b>84 251 167,06</b>                    |

## TABLEAU RECAPITULATIF : BUDGET DE FONCTIONNEMENT

| CHARGES   | Réalisations<br>2020<br>(en Euros)          | Réalisations<br>2021<br>(en Euros)          | PRODUITS   | Réalisations<br>2020<br>(en Euros)                       | Réalisations<br>2021<br>(en Euros)                       |
|---|---|---|--|--|--|
| Charges de personnel (64)<br>Personnel extérieur (621)<br>Taxe sur les salaires (631+633) | 36 170 283,61<br>153 363,43<br>1 652 123,36 | 38 786 104,63<br>169 721,22<br>1 782 244,03 | Subventions d'exploitation (74)<br><i>dt ministère com.artisanat(7412)</i><br><i>dt région (7442)</i><br><i>dt taxe d'apprentissage (7481)</i> | 3 874 681,89<br>716 396,00<br>1 742 958,86<br>240 716,69 | 3 719 610,63<br>794 297,00<br>1 592 472,75<br>239 713,31 |
| Achats (60) (sauf 603)<br>Variations des stocks (603)                                     | 3 927 569,75<br>-49 078,13                  | 5 010 880,65<br>-89,86                      | Production stockée (71)  |  |  |
| Charges spécifiques (657 et 658)  | 183 809,35                                  | 391 869,27                                  | Produits spécifiques (757)   | 8 606 451,23   | 6 574 872,12   |
| Autres charges de gestion (61, 62 sauf 621, 63 sauf 631 et 633, 65 sauf 657 et 658)       | 6 316 405,72                                | 7 937 732,58                                | Produits de gestion (70, 72, 75 sauf 757)  | 41 807 399,25  | 49 349 098,44  |
| Dotations (681)   | 3 992 944,36                                | 4 247 425,56                                | Reprises sur amort. et prov. d'expl. (781)   | 172 441,78   | 198 110,92   |
|   |   |   | Transfert de charges d'expl. (791)   | 174 629,90   | 410 722,06   |
| <b>Total charges d'exploitation</b>   | <b>52 347 421,45</b>                        | <b>58 325 888,08</b>                        | <b>Total Produits d'exploitation</b>   | <b>54 635 604,05</b>                                     | <b>60 252 414,17</b>                                     |
| <b>Résultat d'exploitation (+ ou -)</b>   | <b>2 288 182,60</b>                         | <b>1 926 526,09</b>                         |  |  |  |
| Charges financières(66)<br><i>dt intérêts des emprunts et dettes (66116)</i>              | 96 115,88<br>96 031,15                      | 115 340,49<br>115 315,23                    | Produits financiers(76)  | 130 491,88   | 120 624,57   |
| Dot.amort.prov.ch.fin. (686)  | 4 037,00                                    |   | Reprises sur prov. fin (786)   | 10,38  | 4 037,00   |
|   |   |   | Transfert de charges finan. (796)  |  |  |
| <b>Total charges financières (66)</b>   | <b>100 152,88</b>                           | <b>115 340,49</b>                           | <b>Total Produits financiers</b>   | <b>130 502,26</b>  | <b>124 661,57</b>  |
| <b>Résultat financier (+ ou -)</b>  | <b>30 349,38</b>                            | <b>9 321,08</b>                             |  |  |  |
| Charges exceptionnelles(67)<br><i>dt v.n.c actifs cédés (675)</i>                         | 172 633,68<br>504,72                        | 150 162,60<br>126 065,06                    | Produits exceptionnels(77)<br><i>dt produits des cessions d'actif (775)</i><br><i>dt quote part des subv. virée au résultat(777)</i>           | 2 864 188,85<br>37 033,45<br>2 697 516,78                | 3 062 486,75<br>171 590,84<br>2 741 241,91               |
| Dot.amort.prov.ch.exc. (687)  | 0,00  | 0,00  | Reprises sur prov.exc (787)  |  |  |
|   |   |   | Transfert de charges exc. (797)  |  |  |
| <b>Total charges except.(67)</b>  | <b>172 633,68</b>                           | <b>150 162,60</b>                           | <b>Total Produits d'exceptionnels (77)</b>   | <b>2 864 188,85</b>                                      | <b>3 062 486,75</b>                                      |
| <b>Résultat exceptionnel (+ ou -)</b>   | <b>2 691 555,17</b>                         | <b>2 912 324,15</b>                         |  |  |  |
| Impôts sur bénéfices(69)  | 9 711,00                                    | 5 711,00                                    |  |  |  |
| <b>Total charges</b>  | <b>52 629 919,01</b>                        | <b>58 597 102,17</b>                        | <b>Total produits</b>  | <b>57 630 295,16</b>                                     | <b>63 439 562,49</b>                                     |
| <b>Résultat net (+ ou -)</b>  | <b>5 000 376,15</b>                         | <b>4 842 460,32</b>                         |  |  |  |
| <b>Totaux égaux</b>   | <b>57 630 295,16</b>                        | <b>63 439 562,49</b>                        | <b>Totaux égaux</b>  | <b>57 630 295,16</b>                                     | <b>63 439 562,49</b>                                     |

\* Part liée aux sorties des subventions non encore amorties

### TAXE POUR FRAIS DE CHAMBRES DE METIERS

Nombre d'assujettis au droit fixe (1)  
Montant du droit fixe par assujetti (2)  
Produit du droit fixe (3) = (1) \* (2)  
(après déduction de la part CRMA)  
Taux du droit additionnel par rapport au produit du droit fixe  
Produit du droit additionnel (4)  
Nombre d'assujettis au droit additionnel (5)  
Montant moyen de droit additionnel et par assujetti(4)/(5)  
Produit de la taxe pour frais de chambres de métiers (3)+(4)

|        |   |
|--------|---|
| 41 251 | <b>SI GESTION DIRECTE D'UN CFA</b>            |
|        | Charges de fonctionnement du CFA              |
|        | dt charges de personnel CFA (64+621)          |
|        | dt taxe sur les salaires CFA et FC (6311+633) |
|        | Produits de fonctionnement du CFA             |
|        | dt subv. Région (7442)                        |
| 41 251 | dt taxe d'apprentissage (7481)                |
|        | dt particip.org.gestionnaire (7485)           |
|        | Résultat net du CFA                           |
| 0      | ChargesCFA/charges chambre (%)                |
|        | 71,22%  |

### PRINCIPAUX RATIOS

#### 1-Analyse des charges

Charges de personnel(64)/total charges d'exploitation  
Masse salariale (64+621)/total charges d'exploitation  
Charges de personnel(64)/nb.d'assujettis  
Masse salariale (64+621)/nb.d'assujettis  
Indemnités de présence (653)/nb.d'assujettis

|        |
|--------|
| 66,50% |
| 66,79% |
| 940,25 |
| 944,36 |
| 6,75   |

#### 2-Analyse des produits

Produits spécifiques (757)/total des produits d'exploitation  
Ress.TFCMA+Dt Addit.(7574+7487)/total des prdts d'exploitation

|        |
|--------|
| 10,91% |
| 10,60% |

#### 2-Analyse financière

((Rbt.emprunt(164 emplois+66116)-mt subventionné))/total prdts spécif. (757+7487)  
Emprunts et dettes assimilées (16)/capacité d'autofinancement  
Capitaux propres (10à13)/emprunts et dettes assimilées (16)

|        |                       |
|--------|-----------------------|
| 10,36% | (avertisseur si >10%) |
| 0,86   | (avertisseur si >5)   |
| 12,95  | (avertisseur si <1)   |

## **Annexe aux Comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2021**

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- le bilan,
- le compte de résultat,
- l'annexe.

### **METHODE GENERALE**

Les comptes annuels ont été établis et présentés selon la réglementation française en vigueur, résultant des règlements du Comité de la Réglementation Comptable (CRC) et ce, conformément aux principes suivants :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes,
- indépendance des exercices.

Il est fait application du référentiel comptable du Réseau des Chambres de Métiers et de l'Artisanat, conformément à l'arrêté ministériel du 20 décembre 2012.

### **REGLES DE RATTACHEMENT DES SUBVENTIONS**

Les subventions d'exploitation font l'objet de conventions écrites prévoyant la périodicité de la subvention et son utilisation.

A chaque fin d'exercice concerné est effectuée la comptabilisation de la part de subvention évaluée en fonction des critères figurant dans la convention de financement.

### **AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS**

## Tableau des immobilisations

| <i>Situations et mouvements (b)<br/>Rubriques (a)</i> | <i>Valeur brute au<br/>01/01/2021 (€)<br/>(1)</i> | <i>Augmentations<br/>(€) (2)</i> | <i>Diminutions (€)<br/>(3)</i> | <i>Valeur brute à la<br/>clôture de<br/>l'exercice (€)<br/>(1)+(2)+(2b)-(3)</i> |
|---|---|----------------------------------|--------------------------------|---|
| <i>Immobilisations incorporelles</i>                  | 1 356 316,62 €                                    | 117 508,50 €                     | 362 418,00 €                   | 1 111 407,12 €  |
| <i>Immobilisations corporelles</i>                    | 99 633 888,36 €                                   | 9 849 983,59 €                   | 2 251 000,04 €                 | 107 232 871,91 €  |
| <i>Immobilisations financières</i>                    | 168 098,56 €                                      | 698,04 €                         | 19 156,60 €                    | 149 640,00 €  |
| <b><i>TOTAL</i></b>                                   | <b>101 158 303,54 €</b>                           | <b>9 968 190,13 €</b>            | <b>2 632 574,64 €</b>          | <b>108 493 919,03 €</b>   |

## Tableau des amortissements

| <i>Situations et mouvements (b)<br/>Rubriques (a)</i> | <i>Montant des<br/>amortissements<br/>cumulés au<br/>01/01/2021<br/>Compte 28<br/>(€) (1)</i> | <i>Dotations de<br/>l'exercice<br/>Compte 68<br/>(€) (2)</i> | <i>Diminution<br/>d'amortissements<br/>de l'exercice<br/>(€) (3)</i> | <i>Montant des<br/>amortissements<br/>cumulés à la<br/>clôture de<br/>l'exercice (€)<br/>(1)+(2)-(3)</i> |
|---|---|--|--|--|
| <i>Immobilisations incorporelles</i>                  | 1 180 643,05 €  | 99 497,98 €  | 362 418,00 €   | 917 723,03 €   |
| <i>Immobilisations corporelles</i>                    | 61 416 194,45 €   | 4 013 778,16 €   | 2 138 231,58 €   | 63 291 741,03 €  |
| <i>Immobilisations financières</i>                    | - €   |  |  | - €  |
| <b><i>TOTAL</i></b>                                   | <b>62 596 837,50 €</b>  | <b>4 113 276,14 €</b>  | <b>2 500 649,58 €</b>  | <b>64 209 464,06 €</b>   |

## Durées d'amortissements

| <i>Nature des immobilisations</i>     | <i>durée minimale</i> | <i>durée maximale</i> |
|---------------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Immeubles d'habitation ou commerciaux | 25 ans                | 50 ans                |
| Immeubles industriels                 | 20 ans                |                       |
| Constructions légères                 | 20 ans                | 40 ans                |
| Mobilier de bureau                    | 10 ans                |                       |
| Mobilier pédagogique                  | 5 ans                 | 8 ans                 |
| Matériel pédagogique                  | 5 ans                 | 10 ans                |
| Véhicules                             | 5 ans                 | 10 ans                |
| Logiciels                             | 1 an                  | 3 ans                 |
| Matériel informatique et bureautique  | 3 ans                 | 5 ans                 |

## Investissements réalisés

*(hors immobilisations financières et avances et acomptes versés sur immobilisations)*

|  |                     | FINANCEMENTS        |                   |              |                     |                     |
|--|---------------------|---------------------|-------------------|--------------|---------------------|---------------------|
| INVESTISSEMENTS 2021 (hors immo en cours)                  |                     | REGION              | TA                | TFCMA        | AUTRES              | FONDS PROPRES       |
| <b>DELEGATION 44</b>                                       |                     |                     |                   |              |                     |                     |
| Autres immob.incorporelles (logiciels, licences...)        | 11 488,80           |                     |                   |              |                     | 100,00%             |
| Divers travaux Saint Nazaire                               | 33 909,84           |                     |                   |              |                     | 100,00%             |
| Matériels pédagogiques                                     | 361 288,55          | 12,21%              | 27,61%            |              | 34,57%              | 25,60%              |
| Matériels informatiques pédagogiques                       | 87 472,84           | 22,39%              |                   |              | 22,00%              | 55,61%              |
| Mobiliers pédagogiques secteur boucherie                   | 42 462,00           | 50,00%              |                   |              |                     | 50,00%              |
| Mobiliers pédagogiques                                     | 10 739,52           | 50,00%              |                   |              |                     | 50,00%              |
| Caisse self : moniteur et logiciel                         | 17 334,68           |                     |                   |              |                     | 100,00%             |
| Mobiliers (bureaux et vestiaires)                          | 4 264,04            |                     |                   |              |                     | 100,00%             |
| URMA LOIRE ATLANTIQUE                                      | <b>568 960,27</b>   | <b>15,87%</b>       | <b>17,53%</b>     | <b>0,00%</b> | <b>25,34%</b>       | <b>41,26%</b>       |
| Réhabilitation CIFAM 1                                     | 5 292 380,15        | 61,14%              | 1,77%             |              | 20,50%              | 16,59%              |
| Divers travaux URMA SL                                     | 74 329,83           | 58,60%              |                   |              |                     | 41,40%              |
| Remplacement VMC   | 10 810,20           |                     |                   |              |                     | 100,00%             |
| Ralentisseurs et marquage au sol parking                   | 3 805,10            |                     |                   |              |                     | 100,00%             |
| Remplacement télé-alarme + divers                          | 1 559,13            |                     |                   |              |                     | 100,00%             |
| Matériel informatique                                      | 2 125,89            |                     |                   |              |                     | 100,00%             |
| Siège  | <b>5 385 010,30</b> | <b>60,89%</b>       | <b>1,74%</b>      | <b>0,00%</b> | <b>20,15%</b>       | <b>17,22%</b>       |
| <b>Sous-total délégation 44</b>                            | <b>5 953 970,57</b> | <b>3 369 379,92</b> | <b>193 340,34</b> | <b>0,00</b>  | <b>1 229 196,96</b> | <b>1 162 053,35</b> |
| <b>DELEGATION 49</b>                                       |                     |                     |                   |              |                     |                     |
| logiciels  | 5 401,20            |                     |                   |              |                     | 100,00%             |
| Matériels informatiques pour la pédagogie (ENI)            | 5 202,83            |                     |                   |              | 49,00%              | 51,00%              |
| Matériels informatiques pour la pédagogie (ENI)            | 6 219,08            |                     |                   |              | 40,00%              | 60,00%              |
| Téléphonie IP  | 17 275,94           |                     |                   |              |                     | 100,00%             |
| Matériels pédagogiques secteur mécanique                   | 3 599,64            |                     |                   |              |                     | 100,00%             |
| Matériels pédagogiques secteur carrosserie                 | 23 227,94           |                     |                   |              |                     | 100,00%             |
| Matériels pédagogiques secteur carrosserie peinture        | 59 258,61           |                     |                   |              | 97,87%              | 2,13%               |
| Matériels pédagogiques secteur boulangerie                 | 2 322,00            |                     |                   |              | 45,87%              | 54,13%              |
| Matériels SST  | 5 397,61            |                     |                   |              |                     | 100,00%             |
| URMA MAINE ET LOIRE  | <b>127 904,85</b>   | <b>0,00%</b>        | <b>0,00%</b>      | <b>0,00%</b> | <b>50,11%</b>       | <b>49,89%</b>       |
| Siège  | <b>0,00</b>         |                     |                   |              |                     | <b>100,00%</b>      |
| <b>Sous-total délégation 49</b>                            | <b>127 904,85</b>   | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>       | <b>0,00</b>  | <b>64 098,54</b>    | <b>63 806,31</b>    |
| <b>DELEGATION 53</b>                                       |                     |                     |                   |              |                     |                     |
| Autres immobilisations incorporelles                       | 6 670,20            |                     |                   |              |                     | 100,00%             |
| Matériels pédagogiques secteur alimentaire                 | 356 637,73          |                     | 55,50%            |              | 7,41%               | 37,09%              |
| Matériels pédagogiques secteur mécanique                   | 3 009,66            |                     |                   |              |                     | 100,00%             |
| Matériels pédagogiques secteur restauration                | 6 871,27            |                     |                   |              |                     | 100,00%             |
| Matériels pédagogiques secteur bâtiment                    | 34 481,05           |                     |                   |              |                     | 100,00%             |
| Agencements divers (Fibre optique)                         | 99 308,25           |                     |                   |              |                     | 100,00%             |
| Matériels informatiques                                    | 68 158,43           | 3,95%               |                   |              | 7,70%               | 88,35%              |
| Mobiliers  | 69 270,92           | 13,30%              |                   |              |                     | 86,70%              |
| Matériels divers   | 908,40              |                     |                   |              |                     | 100,00%             |
| URMA MAYENNE   | <b>645 315,91</b>   | <b>1,85%</b>        | <b>30,67%</b>     | <b>0,00%</b> | <b>4,91%</b>        | <b>62,57%</b>       |
| Constructions (labo.boulangerie, pâtisserie, bouch.charc.) | 4 531 727,36        | 61,00%              |                   |              | 21,00%              | 100,00%             |
| Siège  | <b>4 531 727,36</b> |                     |                   |              |                     | <b>100,00%</b>      |
| <b>Sous-total délégation 53</b>                            | <b>5 177 043,27</b> | <b>2 776 257,06</b> | <b>197 931,65</b> | <b>0,00</b>  | <b>983 350,19</b>   | <b>1 219 504,37</b> |

| INVESTISSEMENTS 2021 (hors immo en cours)                       |                      | FINANCEMENTS        |                   |                   |                     |                     |
|---|----------------------|---------------------|-------------------|-------------------|---------------------|---------------------|
|   |                      | REGION              | TA                | TFCMA             | AUTRES              | FONDS PROPRES       |
| <b>DELEGATION 72</b>  |                      |                     |                   |                   |                     |                     |
| Informatique et logiciel  | 6 821,41             |                     |                   |                   |                     | 100,00%             |
| Remplacement portes livraison                                   | 7 128,00             |                     |                   |                   |                     | 100,00%             |
| Outilage/agencements techniques                                 | 18 224,45            |                     |                   |                   |                     | 100,00%             |
| Aménagement divers ( transf.cuisine, TS)                        | 2 211,36             |                     |                   |                   |                     | 100,00%             |
| Matériels divers  | 1 493,61             |                     |                   |                   |                     | 100,00%             |
| Defibrillateurs   | 4 171,00             |                     |                   |                   |                     | 100,00%             |
| Mobilier fleuriste/salle info./salle de cours/administratif     | 2 539,13             |                     |                   |                   |                     | 100,00%             |
| URMA SARTHE   | <b>42 588,96</b>     | <b>0,00%</b>        | <b>0,00%</b>      | <b>0,00%</b>      | <b>0,03%</b>        | <b>100,00%</b>      |
| Informatique et logiciel  | 7 863,36             |                     |                   |                   |                     | 100,00%             |
| Chaudière   | 53 876,00            |                     |                   |                   |                     | 100,00%             |
| Siège   | <b>61 739,36</b>     | <b>0,00%</b>        | <b>0,00%</b>      | <b>0,00%</b>      | <b>0,00%</b>        | <b>100,00%</b>      |
| <b>Sous-total délégation 72</b>                                 | <b>104 328,32</b>    | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>       | <b>0,00</b>       | <b>0,00</b>         | <b>104 328,32</b>   |
| <b>DELEGATION 85</b>  |                      |                     |                   |                   |                     |                     |
| Logiciels : TRY ADE - YMAG - IP3G - VISATIV                     | 11 484,60            |                     |                   |                   |                     | 100,00%             |
| Matériel divers : chariots manutention et mobile                | 2 629,21             |                     |                   |                   |                     | 100,00%             |
| Agencements - réfection salles informatiques BT C et BT D       | 32 503,84            |                     |                   |                   |                     | 100,00%             |
| Equipements pédagogiques Méca : ANFA 2021                       | 31 894,80            |                     |                   |                   |                     | 100,00%             |
| Equipements pédagogiques Méca : OPCO Mob 2021                   | 48 454,99            |                     |                   |                   |                     | 49,00% 51,00%       |
| Equipements pédagogiques Méca : OPCO Mob 2021                   | 49 740,00            |                     |                   |                   |                     | 49,00% 51,00%       |
| Agencements - réfection salle de travail enseignants            | 18 239,29            |                     |                   |                   |                     | 100,00%             |
| Agencements - réfection salle de détente enseignants            | 20 241,18            |                     |                   |                   |                     | 100,00%             |
| Matériel informatique - serveur adm et pédago                   | 6 248,50             |                     |                   |                   |                     | 100,00%             |
| Agencements - Ethernet et élec.sur salle travail enseignants    | 20 272,04            |                     |                   |                   |                     | 100,00%             |
| Mobilier  | 911,21               |                     |                   |                   |                     | 100,00%             |
| Self - renouvel.matériels et outillages restauration (Convivio) | 15 614,82            |                     |                   |                   |                     | 100,00%             |
| URMA VENDEE   | <b>258 234,48</b>    | <b>0,00%</b>        | <b>0,00%</b>      | <b>0,00%</b>      | <b>37,03%</b>       | <b>62,97%</b>       |
| Générateur d'ozone - ECO DEFI                                   | 1 511,92             |                     |                   |                   |                     | 100,00%             |
| Siège   | <b>1 511,92</b>      |                     |                   |                   |                     | <b>100,00%</b>      |
| <b>Sous-total délégation 85</b>                                 | <b>259 746,40</b>    | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>       | <b>0,00</b>       | <b>95 624,19</b>    | <b>164 122,21</b>   |
| <b>CMAR siège</b>   |                      |                     |                   |                   |                     |                     |
| Autres immob.incorporelles (logiciels, licences...)             | 12 083,70            |                     |                   |                   |                     | 0,00%               |
| Plateforme numérique PRC  | 54 942,00            |                     |                   |                   |                     | 0,00%               |
| Développement Linéo   | 10 380,00            |                     |                   |                   |                     | 0,00%               |
| Ordinateurs de bureau et portables                              | 55 429,22            |                     |                   |                   |                     | 0,00%               |
| Bornes Wifi DD49 et DD72  | 6 822,00             |                     |                   |                   |                     | 0,00%               |
| Renouvellement onduleurs + batterie                             | 7 084,90             |                     |                   |                   |                     | 0,00%               |
| Refonte serveur siège CMAR + DD72                               | 28 259,07            |                     |                   |                   |                     | 0,00%               |
| Lecteur RDX sauvegarde hors ligne SI44                          | 3 801,60             |                     |                   |                   |                     | 0,00%               |
| Matériels TOLP DD49 postes tel.& licences                       | 8 637,98             |                     |                   |                   |                     | 0,00%               |
| <b>Sous-total CMAR siège</b>                                    | <b>187 440,47</b>    | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>       | <b>187 440,47</b> | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>         |
| <b>TOTAL CMAR PAYS DE LA LOIRE</b>                              | <b>11 810 433,88</b> | <b>6 145 636,98</b> | <b>391 271,99</b> | <b>187 440,47</b> | <b>2 372 269,88</b> | <b>2 713 814,56</b> |

Immobilisations en cours au 31/12/2021 : 7.373.178,62 €

Un investissement immobilier, de 50.154.000 € débuté en 2016, est toujours en cours.

Des bâtiments ont été mis en service :

- |                         |                              |
|-------------------------|------------------------------|
| - URMA Loire-Atlantique | 5.292.380,15 € (2021)        |
| - URMA Mayenne          | 9.005.213,36 € (2019 - 2021) |
| - URMA Sarthe           | 5.546.440,00 € (2019 - 2020) |

et des immobilisations en cours sont comptabilisées au 31/12/2021 sur les sites de :

- |                         |                |
|-------------------------|----------------|
| - URMA Loire-Atlantique | 2.316.888,71 € |
| - URMA Maine et Loire   | 687.064,53 €   |
| - URMA Mayenne          | 1.252.612,95 € |
| - URMA Vendée           | 93.900,00 €    |

pour un total de 24.194.499,70 €.

Cet investissement est financé pour 64 % par une subvention de la Région et 13 % par une subvention de l'état.

Des immobilisations en cours sont également comptabilisées pour :

- le réaménagement du siège de la CMAR (2.772.657,71 €), et du siège de la délégation du Maine et Loire (176.316,65 €)
- du matériel pédagogique à l'URMA Maine et Loire (20.306,51 €)
- du mobilier à l'URMA Mayenne (52.828,80 €)
- des honoraires à l'URMA Sarthe (182,76 €)
- un logiciel (420 €).

Le programme de réhabilitation de l'URMA Maine et Loire et de la délégation du Maine et Loire ont induit un amortissement accéléré des constructions et des agencements des installations. La méthode appliquée est l'amortissement des valeurs nettes comptables de ces actifs présents au 31 décembre 2017 sur une durée de 4 ans. Ces biens étant financés par des subventions, les subventions non encore amorties au 31 décembre 2017 ont été rapportées au résultat sur une durée équivalente à 4 ans.

Ce changement d'estimation induit pour l'URMA Maine et Loire une augmentation des dotations aux amortissements de 283.259,61 € et des quotes parts de subventions rapportées au résultat de 176.749,65 € soit un impact net de – 106.509,96 € sur le résultat 2021.

Il en est de même pour la délégation du Maine et Loire, l'augmentation des dotations aux amortissements s'élève à 96.034 € et des quotes parts de subventions rapportées au résultat de 78.895,96 € soit un impact net de – 17.138,04 € sur le résultat 2021.

## Tableau des dépréciations

| <i>Situations et mouvements (b)</i><br><i>Rubriques (a)</i> | <i>Dépréciations au</i><br><i>01/01/2021</i><br><i>(€)</i><br><i>(1)</i> | <i>Augmentations :</i><br><i>dotations de</i><br><i>l'exercice (€)</i><br><i>(2)</i> | <i>Diminutions:</i><br><i>reprises de</i><br><i>l'exercice (€)</i><br><i>(3)</i> | <i>Dépréciations à</i><br><i>la fin de</i><br><i>l'exercice (€)</i><br><i>(1)+(2)-(3)</i> |
|---|--|--|--|---|
| <i>Immobilisations incorporelles</i>                        | - €  |  |  | - €   |
| <i>Immobilisations corporelles</i>                          | - €  |  |  | - €   |
| <b><i>Immobilisations financières</i></b>                   | <b>4 037,00 €</b>  |  | <b>4 037,00 €</b>  | <b>- €</b>  |
| <b><i>Stocks</i></b>  | <b>- €</b>   |  |  | <b>- €</b>  |
| <b><i>Créances</i></b>                                      | <b>37 044,80 €</b>   | <b>119 620,07 €</b>  | <b>26 240,86 €</b>   | <b>130 424,01 €</b>   |
| <b><i>TOTAL</i></b>   | <b>41 081,80 €</b>   | <b>119 620,07 €</b>  | <b>30 277,86 €</b>   | <b>130 424,01 €</b>   |

## Tableau des provisions

| <i>Situations et mouvements (b)</i><br><i>Rubriques (a)</i> | <i>Montant des</i><br><i>provisions</i><br><i>comptabilisées</i><br><i>au 01/01/2021 (€)</i><br><i>(1)</i> | <i>Dotations de</i><br><i>l'exercice</i><br><i>(€) (2)</i> | <i>Reprises de</i><br><i>l'exercice (€)</i><br><i>(3)</i> | <i>Montant des</i><br><i>provisions</i><br><i>comptabilisées à</i><br><i>la clôture de</i><br><i>l'exercice (€)</i><br><i>(1)+(2)-(3)</i> |
|---|--|--|---|---|
| <i>Provisions pour risques</i>                              | - €  |  |   | - €   |
| - Provisions pour litiges                                   | 30 000,00 €  | 5 375,37 €   | 30 000,00 €   | 5 375,37 €  |
| - Autres provisions pour risques                            | - 0,00 €   |  |   | - 0,00 €  |
| <i>Provisions pour charges</i>                              | - €  |  |   | - €   |
| - Prov.p/indem.départ en retraite                           | 1 274 631,08 €   | 9 154,00 €   | 141 870,06 €  | 1 141 915,02 €  |
| <b><i>TOTAL</i></b>   | <b>1 304 631,08 €</b>  | <b>14 529,37 €</b>   | <b>171 870,06 €</b>                                       | <b>1 147 290,39 €</b>   |

Conformément au référentiel comptable du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat, il a été comptabilisé une provision couvrant la totalité des engagements en matière d'indemnité de départ à la retraite. Cette provision est calculée selon les dispositions de l'article 37 du statut du personnel des Chambres de Métiers et de l'Artisanat en matière d'indemnité de fin de carrière.

Pour ce calcul, les hypothèses suivantes ont été retenues :

- Taux de turn-over supposé constant : 5 %,
- Taux d'actualisation supposé constant : 0,83 %,
- Taux de revalorisation du point supposé constant : 0,25 %.

## Stocks

Ils sont évalués au prix d'achat :

- Matières premières et fournitures en stock au 31/12/2021 ⇒ 115.144,97 €.

## Valeurs Mobilières de Placement

A fin décembre, ce stock est constitué de comptes à terme et de livrets.  
Au 31/12/2021, ce poste s'élève à 13.874.029,72 €.

## Créances

| Créances  | Montant net<br>au bilan<br>(€) | Degré de liquidité de l'actif       |                                    |
|---|--------------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|
|   |                                | Échéances à<br>moins d'un<br>an (€) | Échéances à<br>plus d'un an<br>(€) |
| <b>Créances de l'actif immobilisé :</b><br>Créances rattachées à des participations |                                |                                     |                                    |
| Autres créances immobilisées  |                                |                                     |                                    |
| <b>Créances de l'actif circulant :</b>  |                                |                                     |                                    |
| Créances résultant de ventes ou de prestations de services et comptes rattachés     | 16 375 775,33 €                | 16 375 775,33 €                     |                                    |
| Créances diverses   | 5 058 948,20 €                 | 5 058 948,20 €                      |                                    |
| <b>Charges constatées d'avance</b>  | 533 050,49 €                   | 533 050,49 €                        |                                    |
| <b>TOTAL</b>  | 21 967 774,02 €                | 21 967 774,02 €                     | - €                                |

## Charges constatées d'avances

Elles concernent les charges d'exploitation.

## Dettes

| Dettes   | Montant net<br>au bilan<br>(€) | Degré d'exigibilité du passif          |                                    |                                     |
|--|--------------------------------|--|------------------------------------|-------------------------------------|
|  |                                | Échéances à<br>moins d'un<br>an<br>(€) | Échéances à<br>plus d'un an<br>(€) | Échéances à<br>plus de 5<br>ans (€) |
| <i>Emprunts et dettes<br/>financières diverses</i>                               | 5 255 297,24 €                 | <b>437 865,58 €</b>                    | <b>1 397 629,09 €</b>              | <b>3 419 802,57 €</b>               |
| <i>Dépôts et cautionnements<br/>reçus</i>  | 24 621,67 €                    |  |                                    | <b>24 621,67 €</b>                  |
| <i>Dettes sur achats et<br/>prestations de services et<br/>comptes rattachés</i> | 2 984 397,38 €                 | <b>2 984 397,38 €</b>                  |                                    | - €                                 |
| <i>Dettes fiscales et sociales</i>   | 13 460 392,96 €                | <b>13 460 392,96 €</b>                 |                                    |                                     |
| <i>Dettes sur valeurs<br/>immobilisées et comptes<br/>rattachés</i>              |                                |  |                                    |                                     |
| <i>Dettes diverses</i>   | 2 073 446,65 €                 | <b>2 073 446,65 €</b>                  |                                    |                                     |
| <b>Produits constatés<br/>d'avance</b>   | 3 031 323,61 €                 | <b>3 031 323,61 €</b>                  |                                    |                                     |
| <b>TOTAL</b>   | 26 829 479,51 €                | <b>21 987 426,18 €</b>                 | <b>1 397 629,09 €</b>              | <b>3 444 424,24 €</b>               |

## **ELEMENTS DU COMPTE DE RESULTAT**

### **Informations relatives à certaines indemnités et frais de personnel**

#### Indemnités des personnels

| <b>Type d'indemnités</b>   | <b>Montant en €</b>   |
|--|-----------------------|
| <i>Indemnités fondées sur l'article 24 du statut des personnels (13<sup>ème</sup> mois)</i>  | 1 872 914,42 €        |
| <i>Indemnités fondées sur l'article 25-1 du statut des personnels (Primes de sujéction)</i>  | 180 500,00 €          |
| <i>Indemnités fondées sur l'article 25-2 du statut des personnels (Primes d'objectif ou de résultat)</i>                           |                       |
| <i>Avantages locaux fondés sur l'article 77 du statut des personnels (comptes 647400+648100+645210+645220+VF+Ch cad)</i>           | 681 757,07 €          |
| <i>Divers (y compris supplément familial des personnels détachés de la fonction publique) (compte 648800- les ch cad) + 648200</i> | 44 883,44 €           |
| <b>TOTAL</b>   | <b>2 780 054,93 €</b> |

#### Frais de déplacements, de missions, de réceptions et de représentation

| <b>Montants en €</b>     | <b>Compte 6254:<br/>Déplacements</b> | <b>Compte 62564<br/>Missions (Repas<br/>+ hébergement)</b> | <b>Compte<br/>6257:<br/>Réception</b> | <b>Compte 6258:<br/>Frais de<br/>représentation</b> |
|--------------------------|--------------------------------------|--|---------------------------------------|---|
| Président                | 30 446,63 €                          | 6 614,90 €   | 9 747,53 €                            |   |
| Bureau hors Président    | 9 089,28 €                           | 6 209,21 €   | 4 354,16 €                            |   |
| Membres élus hors bureau | 15 615,01 €                          | 4 024,48 €   | 12 577,50 €                           |   |

#### Indemnités de fonctions et vacations (compte 653)

| <b>Montants en €</b>                    | <b>Indemnités de fonctions</b> | <b>Vacations</b>   |
|---|--------------------------------|--------------------|
| Président                               | 174 380,43 €                   |                    |
| Trésorier                               | 22 854,54 €                    |                    |
| Bureau hors président et hors trésorier |                                | 40 231,62 €        |
| Dont président de section si CMAR       | 124 364,43 €                   |                    |
| Membres élus hors bureau                |                                | 40 059,69 €        |
| <b>TOTAL</b>                            | <b>197 234,97 €</b>            | <b>80 291,31 €</b> |

## Informations relatives aux subventions en exonération de la taxe d'apprentissage

### ***1. Collecte de la taxe d'apprentissage***

|   |     |
|---|-----|
| 7584. Produits de gestion : collecte taxe d'apprentissage (€) | - € |
|---|-----|

### ***2. Taxe utilisée par la chambre collectrice pour elle-même***

|  |                     |
|--|---------------------|
| 7481. Produits des versements libératoires ouvrant droit à l'exonération de la taxe d'apprentissage -fonctionnement (€)    | 239 713,31 €        |
| 134181. Produits des versements libératoires ouvrant droit à l'exonération de la taxe d'apprentissage - investissement (€) | - €                 |
| 467430. Créditeurs divers - reliquat de taxe   | - €                 |
| <i>Total taxe d'apprentissage reçue (€)</i>  | <i>239 713,31 €</i> |

## **Reliquat de Taxe d'Apprentissage**

Au 31/12/2021 la réserve de taxe d'apprentissage s'élève à 833.383,72 €.

|                     | <b>URMA CIFAM -<br/>LOIRE<br/>ATLANTIQUE</b> | <b>URMA IMA -<br/>MAYENNE</b> | <b>TOTAL</b>   |
|---------------------|--|-------------------------------|----------------|
| Solde au 01/01/2021 | 933 136,06 €                                 | 197 931,65 €                  | 1 131 067,71 € |
| Affectation 2021    |  |                               | - €            |
| Prélèvement 2021    | - 99 752,34 €                                | - 197 931,65 €                | - 297 683,99 € |
| Solde au 31/12/2021 | 833 383,72 €                                 | - €                           | 833 383,72 €   |

## **Produits et charges exceptionnels**

Les produits exceptionnels sont principalement constitués des quotes-parts des subventions d'investissements virées au résultat.

### **Taxe frais Chambre de Métiers**

A partir de 2021, CMA France répartit chaque année le produit de la taxe qui lui est affectée entre les chambres de métiers et de l'artisanat de région, après avoir déduit une quote-part pour son financement. Le montant accordé pour 2021 s'élève à 9.574.339 €.

#### **Affectée en fonctionnement :**

|  |                |
|--|----------------|
| Compte 757400 Ressources de fonctionnement : | 6.386.898,53 € |
|--|----------------|

#### **Affectée en investissement :**

|  |                |
|--|----------------|
| Compte 104110 : subvention état droit additionnel supplémentaire | 187.440,47 €   |
| Compte 106100 : Réserves droit additionnel                       | 3.000.000,00 € |

### **Honoraires**

Le montant total des honoraires du Commissaire aux Comptes figurant au compte de résultat s'élève à 42.916,51 €.

## ENGAGEMENTS HORS BILAN

### Effectif

Effectif au 31/12/2021 :

|              | ETP           | Nombre d'agents |
|--------------|---------------|-----------------|
| CDI          | 52,47         | 56              |
| CDD          | 308,97        | 321             |
| Stagiaires   | 11,00         | 11              |
| Titulaires   | 455,73        | 477             |
| Sous total   | 828,17        | 865             |
| Vacataires   | 9,14          | 40              |
| Autres (1)   | 1,00          | 1               |
| <b>Total</b> | <b>838,31</b> | <b>906</b>      |

1) Contrats de droit privé : apprentissage, contrats aidés

Répartition par catégorie :

|        | Employé | Technicien | Maîtrise | Cadre | Cadre supérieur | SGA | SG | Total |
|--------|---------|------------|----------|-------|-----------------|-----|----|-------|
| Hommes | 9       | 16         | 14       | 318   | 10              | 3   | 1  | 371   |
| Femmes | 29      | 59         | 87       | 312   | 6               | 1   |    | 494   |
|        | 38      | 75         | 101      | 630   | 16              | 4   | 1  | 865   |

### IMMOBILISATIONS EN CREDIT-BAIL

### IMMOBILISATIONS EN CREDIT-BAIL

| Immobilisations immobilières et mobilières (€) (1) | Coût d'entrée (€) (2) | Dotations aux amortissements |                  | Valeur nette (€)    |
|--|-----------------------|------------------------------|------------------|---------------------|
|  |                       | de l'exercice (€) (3)        | cumulées (€) (3) |                     |
| Citroën Berlingo                                   | 11 463,12             | 2 292,62                     | 7 068,91         | 2 101,59            |
| Atlantique bail 2 serveurs                         | 78 653,83             | 15 730,77                    | 41 948,72        | 20 974,34           |
| Matériels informatiques                            | 496 969,03            | 158 754,00                   | 0,00             | 338 215,03          |
| Matériels URMA 85                                  | 136 090,80            | 18 145,44                    | 0,00             | 117 945,36          |
| Matériels URMA 53                                  | 708 975,36            | 5 908,13                     | 0,00             | 703 067,23          |
| <b>TOTAUX</b>                                      | <b>1 432 152,14</b>   | <b>200 830,96</b>            | <b>49 017,63</b> | <b>1 182 303,55</b> |

(1) Postes à subdiviser en tant que de besoin.

(2) Valeur des biens au moment de la signature des contrats.

(3) Dotations aux amortissements qui auraient été enregistrées pour ces biens au titre de l'exercice clos s'ils avaient été acquis, ainsi que montant cumulé des amortissements au titre des exercices précédents avec mention du mode d'amortissement retenu.

## ENGAGEMENTS DE CREDIT-BAIL

| Immobilisations immobilières et mobilières (€)<br>(1) | Redevances payées        |                     | Redevances restant à payer (€)<br>(4) | Prix d'achat résiduel (€)<br>(5) |
|---|--------------------------|---------------------|---------------------------------------|----------------------------------|
|   | de l'exercice (€)<br>(2) | cumulées (€)<br>(3) |                                       |                                  |
| Citroën Berlingo 60929-00-0                           | 2 312,16                 | 7 129,16            | 2 119,48                              | 114,64                           |
| Atlantique bail 2 serveurs                            | 15 755,28                | 43 327,02           | 19 694,10                             | 786,53                           |
| Matériels informatiques                               | 165 836,59               | 0,00                | 331 673,18                            | 4 969,69                         |
| Matériels URMA 85                                     | 20 617,52                | 0,00                | 116 832,63                            | 1 360,91                         |
| Matériels URMA 53                                     | 11 934,29                | 0,00                | 704 123,01                            | 7 089,76                         |
| <b>TOTAUX</b>   | <b>216 455,84</b>        | <b>50 456,18</b>    | <b>1 174 442,40</b>                   | <b>14 321,53</b>                 |

(1) Postes à subdiviser en tant que de besoin.

(4) Montant cumulé des redevances des exercices précédents.

(5) Selon le contrat.

## AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

### Bail emphytéotique au profit de l'AFORBAT.

Suivant acte notarié du 26 novembre 1982, la Chambre de Métiers a donné à bail emphytéotique à l'AFORBAT pour une durée de 99 années à terme le 23 décembre 2073, un terrain sis à ANGERS, rue Darwin, d'une contenance de dix-neuf mille cinq cent soixante-douze mètres carrés cadastré, section :

IK n°96 – 9 404 m<sup>2</sup>,  
IK n°95 – 1 400 m<sup>2</sup>,  
IK n°153 – 164 m<sup>2</sup>,  
IK n°154 – 6 798 m<sup>2</sup>,  
IK n°157 – 1 806 m<sup>2</sup>.

### Bail emphytéotique au profit de Val de Loire.

Suivant acte reçu notarié du 30 juillet 1975, la Chambre de Métiers a donné à bail emphytéotique à la société Le Val de Loire, pour une durée de 65 années à terme le 31 décembre 2039, un terrain sis à ANGERS, rue Lamarck, d'une contenance de sept mille cent quatre-vingt-douze mètres carrés cadastré, cadastré section IK n°80.

Suivant acte reçu notarié du 17 octobre 1991, la Chambre de Métiers a donné à bail emphytéotique à la société Le Val de Loire, pour une durée de 48 années à terme le 31 décembre 2039, un terrain sis à ANGERS, rue Lamarck, d'une contenance de six ares soixante-huit centiares, cadastré section IK n°257.

### Bail à construction au profit de La Chambre syndicale de la coiffure et de l'esthétique de la Sarthe

Suivant acte reçu notarié du 4 septembre 1989, la Chambre de Métiers de la Sarthe a accordé un bail à construction à La Chambre syndicale de la coiffure et de l'esthétique de la Sarthe, pour une durée de 50 années et finissant le 31 août 2039. Ce bail concerne un terrain à bâtir, 187 rue Henri Champion au Mans, cadastré EL n°117 187 d'une superficie de six ares dix centiares.